

**Assemblée générale**

Distr. générale  
5 octobre 2021  
Français  
Original : anglais et chinois

---

**Soixante-seizième session**

Point 8 de l'ordre du jour

**Débat général**

**Lettre datée du 30 septembre 2021, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent de la Chine  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration écrite faite par la Mission permanente de la République populaire de Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies au titre de son droit de réponse aux observations formulées par les Philippines devant l'Assemblée générale le 21 septembre 2021 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent de la République populaire de Chine  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) **Zhang Jun**



**Annexe à la lettre datée du 30 septembre 2021 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais et chinois]

**Déclaration faite au titre du droit de réponse aux observations  
sur la mer de Chine méridionale formulées par les Philippines  
lors du débat général de la soixante-seizième session  
de l'Assemblée générale**

La Chine conteste fermement les observations concernant la sentence arbitrale de 2016 sur la mer de Chine méridionale que les Philippines ont formulées lors du débat général de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale.

Le tribunal arbitral constitué dans l'arbitrage relatif à la mer de Chine méridionale a excédé sa compétence, rendu des sentences au mépris du droit et, partant, violé la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et le droit international applicable. Les prétendues sentences rendues par le tribunal arbitral sont contraires au droit, nulles et non avenues.

Le Gouvernement chinois a solennellement déclaré que la Chine n'acceptait pas l'arbitrage relatif à la mer de Chine méridionale et n'y participait pas, et qu'elle n'acceptait ni ne reconnaissait les sentences rendues. La souveraineté territoriale ainsi que les droits et intérêts maritimes de la Chine en mer de Chine méridionale ne sauraient en aucun cas être remis en cause par ces sentences. La Chine rejette et rejettera toujours toute revendication ou action entreprise sur ce fondement.

La Chine est prête à poursuivre sa collaboration avec les États directement concernés afin de régler pacifiquement les différends au sujet de la mer de Chine méridionale par la voie de négociations et de consultations, sur la base des faits historiques et conformément au droit international. La Chine est également disposée à entretenir la coopération avec les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est pour maintenir conjointement la paix et la stabilité en mer de Chine méridionale.

---